



Assemblée générale

Distr. générale
15 septembre 2023
Français
Original : anglais

Rapport du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles sur les travaux de sa sixième session

I. Ouverture de la session

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles a tenu sa sixième session à New York, du 21 août au 1^{er} septembre 2023. Celle-ci a compris 23 séances.
2. La session a été ouverte par la Présidente du Comité spécial, Faouzia Boumaiza Mebarki (Algérie), qui a prononcé une déclaration liminaire.

B. Participation

3. Étaient représentés à la session 139 États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Les observateurs et observatrices d'États non membres, les représentantes et représentants d'entités du système des Nations Unies et les observateurs et observatrices d'organisations intergouvernementales, non gouvernementales et autres y ont également assisté.
4. Une liste des participantes et participants inscrits a été publiée sur les pages Web de la sixième session du Comité spécial¹.

C. Documentation

5. Une liste des documents dont le Comité spécial était saisi à sa sixième session a été publiée sur les pages Web de la session.

¹ www.unodc.org/unodc/en/cybercrime/ad_hoc_committee/ahc_sixth_session/main.



II. Questions d'organisation

A. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

6. À sa 1^{re} séance, le 21 août 2023, le Comité spécial a adopté, après les avoir modifiés oralement, l'ordre du jour provisoire et le projet d'organisation des travaux publiés sous la cote [A/AC.291/21](#). L'ordre du jour était le suivant :

1. Ouverture de la session.
2. Questions d'organisation :
 - a) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux ;
 - b) Élection d'un rapporteur ou d'une rapporteuse.
3. Présentation, par la Présidente du Comité, du rapport sur la cinquième consultation intersessions avec diverses parties prenantes, tenue les 20 et 21 juin 2023.
4. Projet de texte de la convention.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport.
7. Clôture de la session.

7. À la même séance, le Comité spécial a décidé de suivre, pour la conduite des travaux de sa sixième session, la méthode que la Présidente avait proposée dans l'annexe à sa lettre du 18 juillet 2023².

8. Après consultation du Bureau, la Présidente du Comité spécial a annoncé la nomination de Briony Daley Whitworth (Australie) et Andrea Martin-Swaby (Jamaïque) à la coprésidence des réunions informelles à composition non limitée organisées pour examiner plus avant des points précis du projet de texte de la convention afin de faciliter les travaux des séances plénières.

9. Par ailleurs, la Présidente du Comité spécial a rappelé que celui-ci avait décidé, à sa cinquième session, que les travaux du groupe de négociation informel à composition non limitée sur la terminologie se poursuivraient au-delà de la cinquième session et pendant toute la durée de la sixième session ([A/AC.291/20](#), par. 61 et 62), sous la conduite des cofacilitateurs Eric do Val Lacerda Sogocio (Brésil) et Rapulane Sydney Molekane (Afrique du Sud).

10. En outre, la Présidente du Comité spécial a déclaré que le groupe de 17 expertes ou experts chargé de veiller à la concordance entre les différentes versions linguistiques du texte de la convention, sous la coordination de Claudio Peguero Castillo (République dominicaine), commencerait à examiner les articles approuvés *ad referendum* par le Comité.

11. Une déclaration a été faite par le représentant de l'Inde.

B. Élection d'un rapporteur ou d'une rapporteuse

12. Le Comité spécial a élu Rapporteur, par acclamation, Harditya Suryawanto (Indonésie).

² Disponible à l'adresse suivante :
www.unodc.org/unodc/en/cybercrime/ad_hoc_committee/ahc_sixth_session/main.

III. Présentation, par la Présidente du Comité, du rapport sur la cinquième consultation intersessions avec diverses parties prenantes, tenue les 20 et 21 juin 2023

13. À sa 1^{re} séance, le 21 août 2023, le Comité spécial a examiné le point 3 de l'ordre du jour, intitulé « Présentation, par la Présidente du Comité, du rapport sur la cinquième consultation intersessions avec diverses parties prenantes, tenue les 20 et 21 juin 2023 ». Conformément au paragraphe 10 de la résolution [75/282](#) de l'Assemblée générale, la consultation intersessions avait été organisée pour solliciter les contributions de diverses parties prenantes concernant l'élaboration du projet de convention.

14. Pour l'examen de ce point, le Comité spécial était saisi d'un document de séance contenant le rapport sur les travaux de la cinquième consultation intersessions établi par la Présidente du Comité, avec le concours d'Eric do Val Lacerda Sogocio, Vice-Président du Comité, qui présidait la consultation intersessions.

15. La Présidente a présenté dans ses grandes lignes le rapport susmentionné.

IV. Projet de texte de la convention

16. De sa 1^{re} à sa 23^e séance, du 21 août au 1^{er} septembre 2023, le Comité spécial a examiné le point 4 de l'ordre du jour, intitulé « Projet de texte de la convention ».

17. Pour l'examen du point 4, le Comité spécial était saisi d'une note de la Présidente contenant le projet de texte de la convention ([A/AC.291/22](#)), établi par la Présidente avec l'aide du Secrétariat.

18. À sa sixième session, le Comité spécial a examiné l'ensemble des dispositions contenues dans le projet de texte de la convention. Le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration d'ordre général au nom du Bélarus, du Burkina Faso, du Burundi, de Cuba, du Mali, du Myanmar, de la République arabe syrienne, de la République démocratique populaire lao, de la République populaire démocratique de Corée et du Tadjikistan. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants des États Membres suivants : Côte d'Ivoire, Jamaïque (au nom de la Communauté des Caraïbes), Chine, Mexique, Équateur, Viet Nam, Afrique du Sud, Pakistan, République islamique d'Iran, Yémen, Fédération de Russie, Égypte, États-Unis d'Amérique, Inde, Costa Rica, Liban, Panama, Malaisie, République-Unie de Tanzanie, El Salvador, Paraguay, France, Érythrée, Allemagne, Nouvelle-Zélande, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Canada, Liechtenstein, Maroc, Norvège, République de Corée, Australie, Colombie, Suisse, Guatemala, Tchéquie, Chili, République bolivarienne du Venezuela, Sénégal, Géorgie, République dominicaine, Uruguay, Nigéria, Kenya, Israël, Thaïlande, Japon, Arabie saoudite, Vanuatu, Tonga, Ghana, Indonésie, Türkiye, Tchad, Iraq, Qatar, Cabo Verde, République arabe syrienne, Algérie, Brésil, Oman, Malawi, Singapour, Argentine, Royaume des Pays-Bas, Bahreïn, Philippines, Angola, Ouganda, Cuba, Burkina Faso, République populaire démocratique de Corée, Bélarus, Nicaragua, Autriche, République démocratique populaire lao, Albanie, Slovaquie, Namibie, Serbie, République centrafricaine, Soudan, Mozambique, Cameroun, Bénin, Azerbaïdjan, Arménie, Mauritanie, Sierra Leone, Zambie, République démocratique du Congo, Rwanda, Trinité-et-Tobago (au nom de la Communauté des Caraïbes), Mali, Zimbabwe, Guyana (au nom de la Communauté des Caraïbes) et Burundi.

19. Le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, a fait une déclaration au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

20. Les observateurs de l'État de Palestine et du Saint-Siège ont fait des déclarations.

21. Des déclarations ont également été faites par les représentantes et représentants des organisations intergouvernementales et des entités des Nations Unies suivantes : Union africaine, Chambre de commerce internationale, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et Organisation internationale de police criminelle.

22. D'autres déclarations ont été faites par les représentantes et représentants des établissements universitaires, organisations de la société civile et entités du secteur privé dont les noms suivent : Cybersecurity Tech Accord, Microsoft Corporation, United States Council for International Business, Eticas Foundation, DB Connect, Access Now, Derechos Digitales, Global Initiative against Transnational Organized Crime, AWTAD Anti-Corruption Organization, Hiperderecho, Electronic Frontier Foundation, Global Partners Digital, Article 19 : Centre international contre la censure, Rapha House International, Business Innovation Research Development, Instituto Panameño de Derecho y Nuevas Tecnologías, Human Rights Watch, Cyber Saathi Foundation, Humanity for the World, Privacy International, Red en Defensa de los Derechos Digitales et CyberPeace Institute.

23. De la 1^{re} à la 23^e séance, la Présidente a donné la parole aux représentantes et représentants d'États Membres qui souhaitaient soumettre des amendements et des propositions de fond concernant le projet de texte de la convention, lequel était projeté sur un écran pour permettre de suivre en temps réel les amendements et propositions faits par les États Membres par groupe d'articles, suivant la méthode énoncée à l'annexe de sa lettre pour la conduite des travaux du Comité spécial à sa sixième session. Avant la fin de chaque journée, la Présidente fournissait à la plénière le projet de texte de la convention contenant les observations, amendements et propositions formulés par les États Membres au cours de la journée. Le préambule du projet de texte étant étroitement lié au texte des dispositions de la convention, dont certaines n'avaient toujours pas fait l'objet d'un accord, des États Membres ont fait sur cette partie des observations générales plutôt que d'y apporter des amendements et des propositions de fond, qu'il était prévu de présenter à la session de clôture.

24. Aux 10^e et 23^e séances, les cofacilitateurs des négociations informelles à composition non limitée sur l'article 2 (Terminologie) du projet de texte de la convention ont rendu compte oralement au Comité spécial de l'avancée et des résultats du processus de cofacilitation. Le texte du rapport établi à la 23^e séance est disponible sur les pages Web de la sixième session du Comité.

25. Aux 10^e et 23^e séances, les coprésidentes des réunions informelles à composition non limitée ont rendu compte oralement au Comité spécial de l'avancée et des résultats des débats sur le groupe 4 (articles 3, 17, 23, 35 et 61 du projet de texte de la convention), qui s'étaient tenus, sur instruction du Comité, dans le cadre de réunions informelles. Le texte du rapport présenté à la 23^e séance est disponible sur les pages Web de la sixième session du Comité.

26. Les débats progressant en plénière, la Présidente a annoncé que la suite des débats sur certains groupes d'articles du projet de texte de la convention se déroulerait dans le cadre de consultations informelles, qui seraient coordonnées par Yamada Tetsuya (Japon) pour le groupe 5 (art. 5 et 24), par Phu Nguyen (Viet Nam) pour le groupe 6 (art. 25 à 30), par Terlumun George-Maria Tyendezwa (Nigéria) pour le groupe 7 (art. 13 à 15), par Pauline Yee (Singapour) pour le groupe 8 (art. 11 et 12), par Dan Rotenberg (Union européenne) pour le groupe 10 (art. 36), par Maria Melazza, Aldana Rohr et Mariela Bondar (Argentine) pour le groupe 11 (art. 40 et 42 à 46) et par Juan Manuel Gómez-Robledo (Mexique) pour le groupe 20 (art. 59, 60 et 62 à 67).

27. À la 23^e séance, les coordonnateurs et coordonnatrices susmentionnés ont rendu compte oralement des conclusions de leurs débats informels respectifs. Leurs rapports sont disponibles sur les pages Web de la sixième session du Comité spécial.

28. Remerciant les cofacilitateurs, les coprésidentes et les coordonnateurs et coordonnatrices, la Présidente a invité celles et ceux qui comptaient poursuivre leurs efforts en vue de parvenir à un consensus à communiquer au secrétariat, d'ici la mi-octobre 2023, le résultat final de leurs débats. Tous les documents soumis à cet effet seraient mis à la disposition des États Membres, tels qu'ils auraient été reçus.

29. Étant entendu que le Comité spécial prendrait une décision définitive sur le projet de texte de la convention dans son ensemble à sa session de clôture et que rien n'était arrêté tant que tout n'était pas arrêté, le Comité s'est mis d'accord *ad referendum* sur les dispositions suivantes du projet de texte de la convention à sa sixième session : article 1 b) ; article 4 ; article 22, paragraphe 1 a) et b), paragraphe 2, chapeau et alinéa b), et paragraphes 5 et 6 ; article 31, paragraphe 1, chapeau, et paragraphes 2 à 7, 9 et 10 ; article 41, paragraphe 4 ; article 42, paragraphe 2 a), c), d), e), f) et g) ; article 43, paragraphe 1 ; article 44, paragraphe 2 ; article 47, paragraphe 1 c) et e) ; article 49, paragraphe 1 b) et c), et paragraphe 2 ; article 50, paragraphe 1 a), et paragraphes 3, 4, 6 et 8 à 10 ; article 54, paragraphe 3 b), d), e) et f) ; article 56, paragraphe 2 a) et c), et paragraphes 3 et 5 ; article 57, paragraphe 5, chapeau et alinéas a) et e), et paragraphes 7 et 8 ; article 58, paragraphe 2 b) et c) ; article 59, paragraphe 1 ; article 60, paragraphe 2 ; article 61 ; article 62, paragraphes 1, 3 et 4 ; article 63 ; article 65, paragraphes 2 à 5 ; article 66, paragraphes 2 et 3 ; et article 67.

30. À la 19^e séance, la Présidente du Comité spécial a rappelé le plan de progression et le mode de fonctionnement adoptés à la première session du Comité (A/AC.291/7, annexe II) et la décision prise par le Comité à sa cinquième session de créer un groupe de concordance (A/AC.291/20, par. 63). Le groupe de concordance était composé d'expertes et experts désignés par les États Membres suivants : Argentine, Bélarus, Burkina Faso, Chine, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, Fédération de Russie, France, Ghana, Jordanie, Kazakhstan, Mexique, Royaume-Uni, Singapour, Soudan et Yémen. Il était chargé d'examiner les articles arrêtés *ad referendum* par le Comité et d'en assurer la concordance dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies au cours de la sixième session.

31. Conformément à la méthode suivie pour la conduite des travaux du Comité spécial à sa sixième session, et comme indiqué dans la note d'information sur le groupe de concordance diffusée par le secrétariat au nom de la Présidente le 29 mars 2023, le groupe de concordance a examiné les articles qui avaient fait l'objet d'un accord *ad referendum* en plénière. À la 19^e séance, le coordonnateur du groupe de concordance a informé la plénière des travaux menés par le groupe. Celui-ci avait tenu deux séances au cours de la sixième session et poursuivrait ses travaux sur les dispositions sur lesquelles le Comité se serait mis d'accord *ad referendum* à la sixième session. Il poursuivrait également ses travaux, en ligne, pendant la période intersessions et rendrait compte de leurs résultats au Comité à la session de clôture, qui devait se tenir du 29 janvier au 9 février 2024.

32. L'état d'avancement des négociations, notamment sur les dispositions ayant fait l'objet d'un accord *ad referendum* et sur le texte établi par la Présidente à titre de compromis pour les dispositions n'ayant pas encore fait l'objet d'un accord, sera décrit dans un document que doit établir la Présidente, avec l'aide du Secrétariat, avant la session de clôture, comme le prévoit la méthode suivie pour la conduite des travaux de la sixième session.

V. Questions diverses

33. À la 23^e séance, le 1^{er} septembre 2023, le Comité spécial a examiné le point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Questions diverses ».

34. La Présidente du Comité spécial a rappelé que le Comité, selon le plan de progression et le mode de fonctionnement qu'il avait adoptés à sa première session (A/AC.291/7, annexe II), tiendrait une session de clôture consacrée à la finalisation et à l'approbation du projet de texte de la convention. Conformément à la méthode suivie pour la conduite des travaux du Comité à sa sixième session, la Présidente établirait, avec l'aide du Secrétariat, un document contenant une version révisée du projet de texte de la convention, dans laquelle figureraient les dispositions arrêtées *ad referendum* à la sixième session ainsi que les propositions faites à titre de compromis concernant les dispositions restées en suspens, propositions qui se fonderaient sur les débats tenus et les amendements présentés en plénière au cours de la sixième session, le résultat des négociations informelles menées dans le cadre du processus de cofacilitation, les réunions informelles à composition non limitée, les consultations informelles et les consultations bilatérales et multilatérales menées par la Présidente. Ce document serait publié dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies avant la tenue de la session de clôture.

35. Enfin, rappelant la résolution 75/282 de l'Assemblée générale, un représentant du Secrétariat a donné des informations sur les ressources extrabudgétaires qui avaient été reçues et utilisées pour faciliter la participation des pays en développement aux travaux du Comité spécial à sa sixième session, et il a encouragé les États Membres à verser des ressources extrabudgétaires supplémentaires pour faciliter la participation de représentantes et représentants de ces pays à la session de clôture du Comité. La Présidente a remercié un État Membre pour son soutien à l'organisation de la sixième session, notamment pour les mesures prises en vue de faciliter la participation en ligne.

VI. Adoption du rapport

36. Le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration.

37. À sa 23^e séance, le 1^{er} septembre 2023, le Comité spécial a adopté le rapport sur les travaux de sa sixième session (A/AC.291/L.11 et A/AC.291/L.11/Add.1).

VII. Clôture de la session

38. À la 23^e séance, le 1^{er} septembre 2023, la Présidente du Comité spécial a fait une déclaration de clôture.
